



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Environnement - Marché d'Intérêt National (MIN) - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2019 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En vertu de l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public (DSP) et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP MIN portant sur l'année 2019 a donné lieu à :

- une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 31 juillet 2020 ;
- une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Jean-François AUDRIN, en date du 8 décembre 2020 ;
- une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Michelle CASSAR, en date du 9 décembre 2020.

I) Rappel des principales modalités du contrat

La Ville de Montpellier a confié la gestion du Marché d'Intérêt national à la SOMIMON par convention de concession en date du 23 octobre 1968. Cette convention, modifiée par 10 avenants, arrive à échéance le 31 décembre 2028.

La SOMIMON est une SAEML dont Montpellier Méditerranée Métropole était présidente jusqu'en 2020, et actionnaire à hauteur de 50% aux côtés de la Ville de Montpellier (8%), et de partenaires privés pour 42% ; elle est désormais présidée par la Ville de Montpellier en la personne de Marie MASSART.

L'activité de la SOMIMON, consiste en la gestion du marché d'intérêt national de Montpellier, à travers notamment la réalisation d'entretien et de travaux rendus nécessaires par son évolution.

En 2019, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et le positionnement au service de la dynamique vitivinicole, créatrice d'emplois sur le territoire.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

L'activité

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes :

- la filière agroalimentaire,
- la filière « fruits et légumes » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés),
- la filière « autres produits alimentaires » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs...),
- l'activité horticole,
- l'activité de « plate-forme frigorifique » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs :

- en organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture,
- en communiquant sur son catalogue produit « Cueilli ce matin, disponible cet après-midi ».

Un nombre conséquent de concessionnaires sont également accueillis au sein du MIN sur des espaces privatifs en location par la SOMIMON. On dénombre pour 2019 67 concessionnaires et 10 dans le cadre du pôle de transformation. On note 9 agrandissements sur l'année ; par ailleurs 5 nouveaux opérateurs se sont installés.

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (Mona dessert, Fraich Frites, Le Bon Goût). Ce pôle accueille 10 entreprises en 2019.

Depuis 2018, le MIN s'est inscrit dans la démarche initiée par la Métropole dans le cadre de sa politique agroalimentaire, au cours notamment d'un séminaire « Agroécologie et Alimentation Durable », réunissant l'ensemble des acteurs de l'agroécologie, (associations, incubateurs entreprises innovantes, gérants ...). Ce projet a permis de préciser les événements organisés par la Métropole et les actions engagées dans le cadre de l'année 2017-2018 de l'Agroécologie et de l'Alimentation Durable.

Le MIN a ainsi également participé à la plateforme web collaborative réalisée par la Métropole, mettant en exergue une cartographie des points de vente de produits locaux référencés ; cette plateforme a permis notamment la création du guide de référence "Bon & Local".

L'organisation et la qualité de service public

L'effectif de la société est de 17 salariés au 31/12/2019 dont le directeur général mis à disposition par SCET GE, et deux personnes du Groupement d'Employeur (un chargé de créance (20%), et un responsable qualité (40%).

Les actions en faveur de l'environnement et du développement durable se poursuivent : le MIN renforce les démarches respectueuses de l'environnement, à la fois sur le volet politique alimentaire, et sur le volet logistique en menant une politique agro-écologique et alimentaire innovante. La proximité du MIN avec le centre-ville lui confère un rôle économique et logistique majeur, tant au niveau alimentaire que non alimentaire, pour implémenter des mesures de durabilité environnementale permettant de réduire l'empreinte écologique de la distribution alimentaire. Le MIN s'inscrit complètement dans la politique « ville respirable » de la Métropole et développe des synergies pour développer des circuits courts alimentaires de proximité, et organiser « les derniers kilomètres » en ville.

Depuis 2017, la démarche BOCAL (comme Bon et Local) a été lancée en collaboration avec le MIN, avec le déploiement d'une plateforme interactive des circuits alimentaires de proximité permettant d'identifier facilement les lieux où s'approvisionner en produits locaux. Dans la continuité, fruit d'un travail partenarial conduit depuis 2015, une charte de la transition agro écologique et alimentaire a été co-rédigée et signée le 7 octobre 2019 par les partenaires de la démarche, dans le cadre de la matinée Grand Public du Pacte de Milan.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage en faveur de l'alimentation durable à travers le Monde et a pris l'engagement de mettre en place des actions concrètes sur l'alimentation durable en signant le Pacte de Milan autour de 6 axes prioritaires. Le MIN participe à cette initiative à travers des actions visant à réduire le gaspillage alimentaire ; par l'accueil des acteurs transformant les produits alimentaires locaux.

La grille tarifaire

Les droits d'occupation, d'usage et d'entrée sur le marché, exigibles des usagers ainsi que tout autre tarif, sont établis par le Conseil d'Administration de la SOMIMON. Par ailleurs, les tarifs concernant les droits d'occupation pour le négoce des produits protégés (AOP : produits agricoles et denrées alimentaires) sont approuvés par le Préfet.

Les tarifs évoluent au 1er janvier de chaque année. On note une progression annuelle constante des tarifs sur la période 2014-2019 avec environ 1% d'augmentation.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

En 2019, le résultat net global est déficitaire de -13 K€.

Les produits totaux représentent 3 153 K€ (en hausse de +35 K€, +1%) pour un total de charges de 3 178K€ (soit -86K€ et -3%) ; le résultat net de l'exercice est déficitaire de -13 K€.

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 1 178 K€.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 3 M€ en légère hausse par rapport à 2018 (soit + 37 K€, soit + 1 %), dont 719 K€ pour la filière fruits et 655 K€ pour la filière agroalimentaire, en progression (+ 28 K€ soit + 4%) et 606 K€ pour la plateforme entreposage, en hausse de +27 K€ soit +5%. La hausse des produits s'explique principalement par la hausse des redevances des concessionnaires implantés sur le MIN avec une évolution de +46K€ concernant le pôle transformation et de +28K€ sur le secteur alimentaire.

La part de la filière agroalimentaire progresse avec 46% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois.

La part de la plateforme frigorifique représente quant à elle 20% du chiffre d'affaires.

L'augmentation des charges est principalement liée à l'évolution des dotations aux amortissements et provisions de +20%, avec une vigilance accrue sur les créances douteuses de la société en lien avec des concessionnaires en difficultés financières.

Des travaux ont été autorisés par la Métropole dans le cadre de l'avenant n°10 de la délégation de service public en date du 26 décembre 2017 pour 1 769 K€ sur la période 2017-2021. Ils concernent :

- la vente physique (carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole) ;
- la vente avec livraison (bâtiment logistique, « drive » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes) ;
- l'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits) ;
- les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

A fin 2019 les travaux ont été réalisés pour 742 K€ dont 325K€ investis sur l'année (pôle transformation et fermeture carreau producteur, cases supplémentaires), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers de cœur d'activité.

A noter, la poursuite des travaux de gros entretien et d'adaptation aux demandes des entreprises notamment au sein du pôle de transformation alimentaire.

IV) Conclusion et perspectives

L'activité du MIN se trouve à la croisée des chemins de différentes politiques publiques phares de la Métropole : politiques territoriales en matière d'économie locale, de maintien et de développement économique, d'urbanisme et d'aménagement du nouveau quartier Restanque, de logistique urbaine, de santé publique, d'équité sociale face à l'alimentation, de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Si l'exercice est déficitaire cette année, le développement du MIN se poursuit favorablement avec notamment une activité soutenue pour le pôle de transformation.

Des études sont en cours afin de compléter et de définir les modalités de mise en œuvre du schéma directeur pour la modernisation et le développement du MIN,

Une réflexion globale est à l'étude sur le rôle du MIN dans la logistique urbaine et l'approvisionnement du territoire (dont le centre-ville).

Pour les perspectives 2020, un dispositif d'aide au paiement des loyers à destination des entreprises occupant les bâtiments du MIN particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 est mis en œuvre par la Métropole par l'intermédiaire de la SOMIMON.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public au titre de l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149721-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.